

Depuis deux ans et cinq mois, Theresa May est en charge du Brexit, question de politique nationale et internationale la plus complexe que le Royaume Uni ait connue depuis 39-45. Question existentielle puisqu'elle concerne la souveraineté, la primauté de l'état de droit anglais ancestral sur le droit européen et les libertés. Il eût fallu la foi en la nation de Churchill ou de Thatcher pour une telle entreprise mais une personnalité de second plan, honnête et entourée des meilleurs experts, aurait pu faire l'affaire et même y gagner une stature inespérée.

Or, May n'a jamais requis l'aide des experts qui travaillent depuis 40 ans sur la question, en connaissent les aspects les plus techniques et en ont prévu non seulement les innombrables avantages mais aussi tous les inconvénients possibles avec les diverses solutions pour y parer. Certes, May a fait entrer dans son Cabinet des ministres de talent dévoués à la cause, sans doute pour mieux tromper l'opinion car sa duplicité singulière va de pair, dit-on, avec son incompetence. Si presque tous ont démissionné les uns après les autres c'est par dégoût et impuissance car il s'avère aujourd'hui que le "marécage" dont se plaint Trump à Washington est un phénomène qui affecte aussi le UK et l'EU: les ministres pro-Brexit n'étaient pas écoutés tandis que les hauts fonctionnaires non-élus-non-renvoyables prenaient secrètement des décisions contre la majorité populaire, vraisemblablement avec l'assentiment du Premier Ministre.

Ce n'était pas Whitehall oeuvrant à Bruxelles mais Bruxelles insinué à Whitehall.

May était censée négocier le meilleur accord marchand ou "deal" possible pour le UK lors de sa sortie de l'UE le 29 mars 2019, mais à l'évidence, pour May, c'est l'Union Douanière aux prétentions hégémoniques d'abord. Surtout pas de "frictions" avec les voisins! Ne pas contrarier Juncker ou Barnier, continuer de s'aligner sur Merckel et Macron (bien que ce dernier soit un grand sujet d'hilarité chez les Britanniques), voilà ce qui motive May dont le Cabinet est désormais dominé par des maniaques anti-Brexit (*Remainiacs*).

Ainsi May vient-elle de sceller un accord avec Bruxelles en ce 25 novembre et va oser présenter aux Communes ce qui est une trahison de toutes ses promesses et une capitulation injustifiable devant l'EU. Rappelons que, dès 2017, ce ne furent que concessions après concessions, malgré le discours positif de Lancaster et le *Conservative Manifesto* où elle établissait la liste de "lignes rouges sur lesquelles ne jamais transiger"; puis, une fois l'élection en poche en juin, il y eut le discours de Florence (Septembre) début du glissement funeste vers le calamiteux *Chequers Plan* de 2018, rejeté par toutes les parties mais que May, plus têtue que 36 bourriques, a maintenu à tout prix tout en le modifiant pour qu'il agrée aux leaders de l'UE. Le 14 novembre dernier, devant ces 500 pages de soumission abjecte, il fallait voir l'air réjoui de Tusk et de ses pairs: " C'est le meilleur *deal* en effet, même si nous nous préparons à l'éventualité d'un *No Deal* et si nous espérons, ajouta-t-il goguenard, pas de *Brexit du tout!*"

Car les Anglais en sont là. Ce que May leur a réservé est un *Brexit de Nom Seulement* (BRINO). Les Anglais seraient théoriquement sortis de l'UE mais y seraient assujettis indéfiniment, ayant payé 39 Milliards de livres pour RIEN, n'auraient aucune liberté et surtout pas celle de négocier leurs propres traités commerciaux et politiques, seraient toujours soumis à la Cour Européenne et à l'union douanière. Ils devraient en plus supporter, trahison ultime, une frontière entre l'Ulster et le UK, atteinte à l'intégrité du *Union Act de 1701*.

Le UK deviendrait "un état vassal extérieur à l'UE, éternel receveur d'ordres au lieu de redevenir décideur de son propre destin"(disent les chefs du Brexit), puisqu'il aurait toutes les servitudes et aucun mot à dire, situation pire qu'avant le vote, aux antipodes du but recherché! Punition bien méritée et exemple pour qui d'autre oserait vouloir fuir le déjà-forcément-failli-futur-Etat Européen...

Mieux vaut donc un *No Deal Brexit* car il n'y a plus le temps pour négocier le modèle Canada +++.

En cette heure la plus sombre pour les Brexiteurs, c'est un réconfort de savoir que David Davis et Steve Baker travaillent activement avec des experts fiables à préparer ce *No Deal*, c'est à dire la sortie **sans accord** avec l'UE et l'entrée simultanée dans l'OMC aux règles souples et désormais seule voix de salut pour le Royaume Uni, issue gagnante à plusieurs titres:

_ Adieu facture de 39 milliards de Livres. Pas de marché, pas de facture. Même les Lords le disent.

_ Adieu totalitarisme européen! Notre liberté retrouvée nous permettra de négocier tout de suite avec qui nous voulons. Tous les pays de l'Anglosphère et du monde entier nous attendent. **Après quelques mois difficiles, c'est d'une position de force que nous vous verrons venir nous mendier un accord.**

_ Adieu, ridicule période de transition! Adieu barrière douanière qui diviserait notre territoire.

_ Adieu mentalité perverse qui politise et rend tout absurdement confus et inextricable.

C'est l'inutilité même de votre union rigide au point de n'être plus réformable qui va être démontrée.

Espérons que les Communes en décembre sauvent nos amis anglais de la félonie de May.

